

Heurts lors d'un rassemblement contre les violences policières à Paris, des lycées bloqués

Paris, 23 févr. 2017 (AFP) -

"Vengeance pour Théo": des heurts entre des jeunes protestant contre les violences policières et les forces de l'ordre ont débouché jeudi à Paris sur 28 interpellations, alors que 16 lycées ont été bloqués par des manifestants. Ils étaient, selon la police, entre 800 et 1.000 à s'être rassemblés place de la Nation en fin de matinée à l'appel de mouvements antifascistes, pour cette nouvelle manifestation de soutien au jeune homme victime d'un viol présumé lors d'une interpellation. Ils se sont dispersés en début d'après-midi sous une pluie fine, selon l'AFP sur place.

Des jeunes, pour certains cagoulés, ont saccagé plusieurs voitures et distributeurs de billets. La façade d'un établissement bancaire a été taguée des inscriptions "Nique la police" et "Nique la Bac" (Brigade anticriminalité). Des manifestants ont tenté de forcer les barrages des policiers, qui ont riposté par des tirs de gaz lacrymogène, certains jeunes leur lançant des pavés.

Le proviseur adjoint d'un lycée situé non loin de la place de la Nation "a été blessé et visé par un extincteur, lancé par un manifestant", a indiqué l'académie de Paris dans un communiqué.

Selon la préfecture de police, 28 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue à Paris, en marge de la manifestation non déclarée mais aussi pour des dégradations devant des lycées. Au moins trois d'entre eux ont été arrêtés le bras en l'air alors qu'ils s'apprêtaient à jeter des projectiles, a constaté une journaliste de l'AFP.

Douze autres ont été interpellés dans les Hauts-de-Seine pour dégradations, "atroupement pour préparer des violences" ou jets de projectiles à l'issue de rassemblements ou devant des lycées perturbés, selon des sources policières: sept à Colombes, quatre à Clichy et un jeune homme de 18 ans à Gennevilliers.

Après le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux, Najat Vallaud-Belkacem a lancé un "appel au calme". "Il y a une émotion bien compréhensible dans la jeunesse à l'égard de l'affaire Théo, mais il faut laisser la justice travailler", a dit la ministre de l'Education, tout en promettant "la plus grande fermeté" contre "les débordements".

- 'Blocus pour Théo' -

Parmi les manifestants, Kitem, en seconde, trouve qu'"il y a trop de bavures policières". "La police a des manières de faire, de contrôler, qu'on n'aime pas. Et là, c'est la goutte d'eau", ajoutait le lycéen, en référence à "l'affaire Théo".

L'interpellation brutale de ce jeune homme noir de 22 ans, début février en Seine-Saint-Denis, pour laquelle un policier est mis en examen pour viol au moyen d'une matraque, a eu un grand retentissement politique. Et elle a déclenché plusieurs nuits de violences en banlieue parisienne.

"Ce sont souvent des Arabes et des Noirs habillés en jogging qui se font contrôler", soulignait Mariam, 19 ans, en première année de lettres.

La présidente LR de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a dénoncé les blocages de lycées, estimant que la situation était "totalement chaotique dans une trentaine d'établissements".

"Les manifestations illégales et violentes (...) doivent cesser", a assuré sur Twitter la présidente du FN Marine Le Pen, pour qui "la France ne peut pas vivre perpétuellement dans la chienlit".

A Paris, sous le mot d'ordre "blocus pour Théo", seize lycées ont été totalement bloqués jeudi matin et douze autres partiellement, selon le rectorat de Paris.

Devant l'entrée de plusieurs établissements, des poubelles ont été rassemblées, certaines incendiées.

A Montpellier, quelques incidents ont aussi éclaté en marge d'un cortège regroupant 200 lycéens, selon une source policière. Des "éléments qui semblent être extérieurs" aux lycées "ont dégradé" plusieurs voitures et la police a fait usage de gaz lacrymogène.

Mercredi, à Rouen, une manifestation avait donné lieu à des échauffourées et conduit à 18 interpellations. Et à Clichy (Hauts-de-Seine), huit mineurs, interpellés mercredi lors d'une manifestation devant un lycée, devaient être mis en examen, selon le parquet.

bur-cld/ger/mra/mm



PAYS :France
SURFACE :97 %
PERIODICITE :Quotidien



► 23 février 2017 - Edition Fil Gen

Afp le 23 févr. 17 à 19 05.